

Observatoire des prix et des marges

Produits agricoles

- résultats de l'observation des prix et marges du mois d'avril 2013 -

Résumé :

Cours mondiaux : au mois d'avril 2013, les prix des matières premières agricoles importées en France sont en baisse par rapport au mois de mars 2013 (-2,6%, en euros). En glissement annuel, ces prix sont en baisse de 0,9% (en euros), par rapport au mois d'avril 2012.

Après une hausse au mois de mars 2013 (+3,3% sur un mois), les prix en euros des matières premières agricoles importées en France sont de nouveau orientés à la baisse au mois d'avril 2013, notamment en raison d'une diminution sensible des prix des céréales, des oléagineux et du sucre. Parmi les matières premières observées, seul le cours du cacao est à la hausse sur un mois.

Production agricole nationale : les prix agricoles à la production sont en baisse de 0,3% en avril 2013 par rapport au mois de mars 2013. Sur un an, les prix agricoles à la production augmentent de 8,6%.

Prix alimentaires à la consommation : en avril 2013, les prix des produits alimentaires (y compris les boissons non alcoolisées) sont en augmentation de 0,3% par rapport à mars 2013. Ces prix augmentent de 1,6% sur un an, à comparer avec une inflation globale de 0,7% sur un an.

Les données de base de cette étude proviennent d'Eurostat, de l'Insee et du Service de la statistique et de la prospective du Ministère de l'Agriculture (Agreste), et ont fait l'objet de calculs de la DGCCRF.

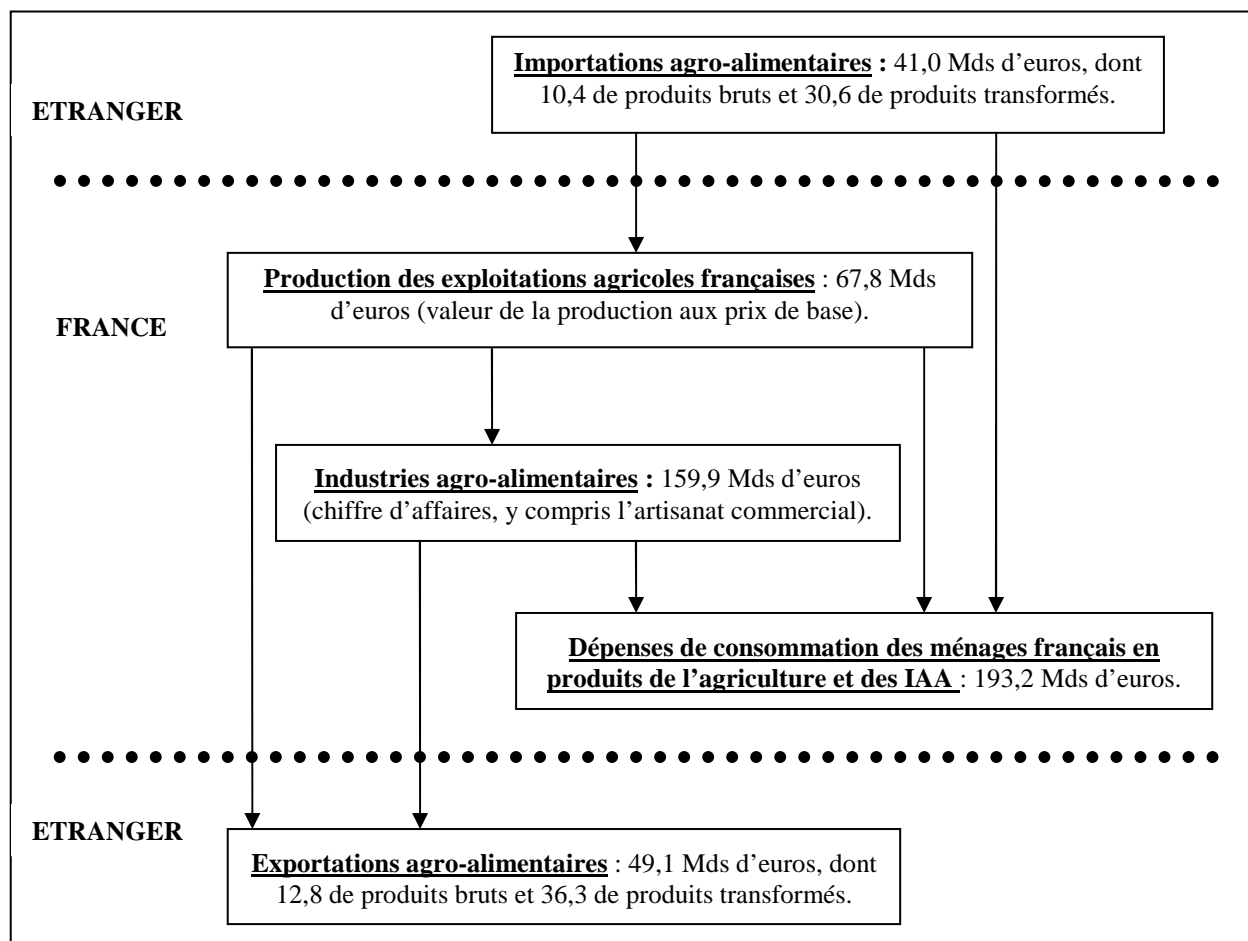
En euros	Variations sur	
	un mois (avril 2013/mars 2013)	un an (avril 2013/avril 2012)
Prix des matières premières agricoles importées	-2,6%	-0,9%
Prix agricoles à la production	-0,3%	8,6%
Prix alimentaires à la consommation	0,3%	1,6%

Source : Insee, mai 2013

Bilan annuel (2010) de la production agro-alimentaire

Le graphe ci-dessous détaille les échanges relatifs aux produits agricoles et alimentaires entre la France et l'étranger, du secteur productif aux consommateurs nationaux.

En 2010, les importations agro-alimentaires se sont élevées à 41,0 milliards d'euros. La valeur de la production agricole nationale a atteint 67,8 milliards d'euros et le chiffre d'affaires des industries agro-alimentaires (y compris l'artisanat commercial) était de 159,9 milliards d'euros. La consommation des ménages français en produits agricoles et alimentaires a représenté 193,2 milliards d'euros. Les exportations agro-alimentaires se sont élevées à 49,1 milliards d'euros.



Sources : Eurostat et Ministère de l'Agriculture, Agreste, étude GraphAgri, décembre 2012

1) Cours des marchés agricoles mondiaux

	unités	avril 2013	mars 2013	variation sur un mois	avril 2012	variation sur un an
		valeur	valeur	en %	valeur	en %
blé	Prix en Cents US par boisseau de 60 livres	699,1	709,4	-1,5%	630,9	10,8%
maïs	Prix en Cents US par boisseau de 56 livres	648,5	724,8	-10,5%	634,0	2,3%
graines de soja	Prix en Cents US par boisseau de 60 livres	1416,4	1460,6	-3,0%	1436,6	-1,4%
sucre	Prix en Cents US par livre	17,7	18,3	-3,3%	23,0	-23,0%
cacao	Prix en Dollars US par tonne	2260,0	2121,6	6,5%	2223,3	1,7%
café arabica	Prix en Cents US par 0,45 kg	137,2	138,5	-0,9%	178,7	-23,2%
café robusta	Prix en Cents US par livre	107,6	112,7	-4,5%	111,7	-3,7%

Source : Insee, mai 2013, calculs DGCCRF, mai 2013

- En avril 2013, le cours du **blé** à Chicago (en cents US) a diminué de 1,5% sur un mois (+10,8% sur un an). Selon la FAO¹, les cours sont orientés à la baisse en raison d'une augmentation attendue des stocks, malgré les préoccupations suscitées par les difficultés rencontrées par les agriculteurs américains (conditions de croissance défavorables des plantations, retards dans les semis des cultures de printemps). La production mondiale de blé devrait croître en 2013 de 5,4% par rapport à la dernière campagne, essentiellement en raison des perspectives de récoltes favorables dans les pays de l'Union européenne, en Russie, en Ukraine et dans les principaux pays producteurs d'Asie. Du côté de la demande, selon la FAO, la consommation mondiale de blé en 2012/2013 devrait diminuer de 1,6% par rapport à la campagne précédente, principalement en raison de la baisse de l'utilisation du blé pour l'alimentation animale en Chine et dans l'Union européenne.

- En avril 2013, le cours du **maïs** à Chicago (en cents US) a diminué de 10,5% sur un mois (+2,3% sur un an). Cette baisse importante sur un mois s'explique par des prévisions de stocks en augmentation et des perspectives de récoltes favorables en 2013/2014 (+10,0% par rapport à 2012/2013), notamment en Amérique du Sud et aux États-Unis, premier producteur mondial. Du côté de la demande, la consommation mondiale de maïs devrait progresser en 2013/2014, selon FranceAgriMer², notamment sous l'impulsion d'une hausse de l'utilisation du maïs dans la production d'éthanol (+5,0%).

- En avril 2013, le cours des **graines de soja** à Chicago (en cents US) diminue de 3,0% sur un mois (-1,4% sur un an). Selon le Conseil international des céréales (CIC)³, la production mondiale de soja devrait augmenter de 11,0% en 2012/2013 par rapport à la campagne précédente, en raison du redressement des récoltes en Argentine et au Brésil. Les stocks devraient également progresser de 8,0%.

- Sur un mois, le cours du **sucre** à New York (en cents US) a diminué de 3,3% (-23,0% sur un an). Après une augmentation au mois de mars 2013, les cours sont orientés de nouveau à la baisse en avril 2013, en raison de prévisions de production en hausse, notamment au Brésil (premier producteur et exportateur mondial) et d'une contraction de la demande mondiale.

¹ Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales du 9 mai 2013.

² FranceAgriMer, Note de conjoncture, panorama mensuel des marchés céréaliers, numéro 9, mai 2013.

³ Conseil international des céréales, Rapport du marché des céréales, 25 avril 2013.

- Sur un mois, le cours du **cacao** à New York (en dollars US) est en hausse de 6,5% (+1,7% en glissement annuel). Selon L'Organisation internationale du cacao⁴, les cours sont nettement orientés à la hausse en avril 2013 car les marchés anticipent une consommation plus dynamique que prévu, en raison des chiffres favorables de broyages du cacao par les industriels, en Europe et en Amérique du Nord.

- Sur un mois, le cours du **café arabica** à New York (en cents US) a diminué de 0,9% (-23,2% sur un an). Selon l'Organisation internationale du café⁵, les prévisions de récoltes importantes (+6,9% par rapport à la dernière campagne) et le contexte économique difficile dans les grands pays consommateurs de café (en particulier, en Europe) ont un impact baissier sur les prix.

- Sur un mois, le cours du **café robusta** à New York (en cents US) a connu une baisse de 4,5% (-3,7% sur un an). Le prix du café robusta pâtit du contexte économique difficile au niveau international et d'une offre abondante (Vietnam, Colombie). Toutefois, sur un an, il se maintient mieux que le café arabica car la demande de robusta demeure plus dynamique, les consommateurs des pays développés privilégiant les grains meilleur marché en temps de crise économique.

2) Évolution de l'indice des prix des matières premières agricoles importées

Evolution de l'indice des prix des matières premières agricoles importées (matières alimentaires, en euros, base 100 en 2000), 2010-2013



Source : Insee, mai 2013

Au mois d'avril 2013, les prix des matières premières agricoles importées en France (matières alimentaires) ont connu une diminution de 2,6% sur un mois, en euros (-2,0% en devises)⁶. Sur un an, les prix des matières premières agricoles importées sont en baisse de 0,9% en euros et de 1,8% en devises.

⁴ Organisation internationale du cacao, Rapport du marché du cacao, avril 2013.

⁵ Organisation internationale du café, Rapport mensuel de la situation du marché du café, avril 2013.

⁶ L'indice Insee (« *indice des prix internationaux des matières premières importées : matières alimentaires* ») retrace l'évolution mensuelle (moyenne des observations) des prix des matières premières agricoles importées (à usage alimentaire). Les résultats agrégés sont exprimés soit en devises (essentiellement le dollar US) soit en euros.

Base 100 en 2000	En devises		En euros	
	Variations en % sur		Variations en % sur	
	un mois	un an	un mois	un an
Ensemble	-2,0	-1,8	-2,6	-0,9
Denrées tropicales	1,6	-7,3	1,0	-6,4
Oléagineux	-2,7	2,8	-3,2	3,9
Céréales	-5,3	-2,1	-5,8	-2,0
Sucre	-3,2	-22,9	-3,8	-22,2
Viande bovine	-3,5	2,2	-4,0	3,3

Source : Insee, mai 2013, calculs DGCCRF, mai 2013

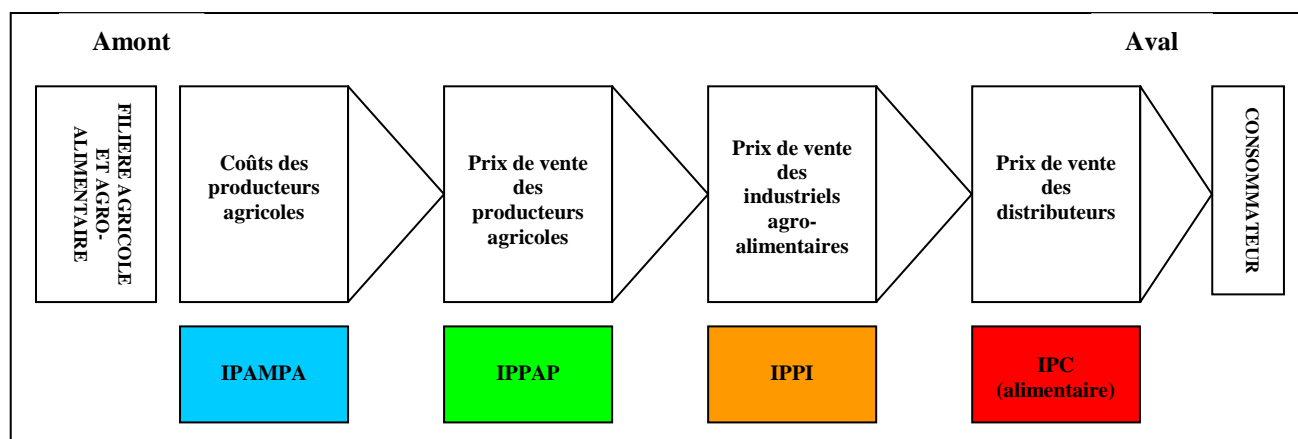
D'une part, cette diminution est due aux baisses sur les marchés mondiaux des prix des oléagineux (-2,7% en devises, -3,2% en euros), du sucre (-3,2% en devises, -3,8% en euros), de la viande bovine (-3,5% en devises, -4,0% en euros) et des céréales (-5,3% en devises, -5,8% en euros). Sur un mois, seuls les prix des denrées tropicales sont en progression (+1,6% en devises, +1,0% en euros).

D'autre part, cette évolution des prix exprimés en euros est liée à celle de la parité euro-dollar. Au mois d'avril 2013, l'euro s'est apprécié de 0,5% par rapport au dollar, sur un mois (-1,0% sur un an)⁷. Cela a pour effet de rendre meilleur marché le prix des matières premières importées dans la zone euro et explique l'écart d'évolution des prix en euros et des prix en devises.

3) Analyse des coûts de production, des prix à la production et des prix à la consommation

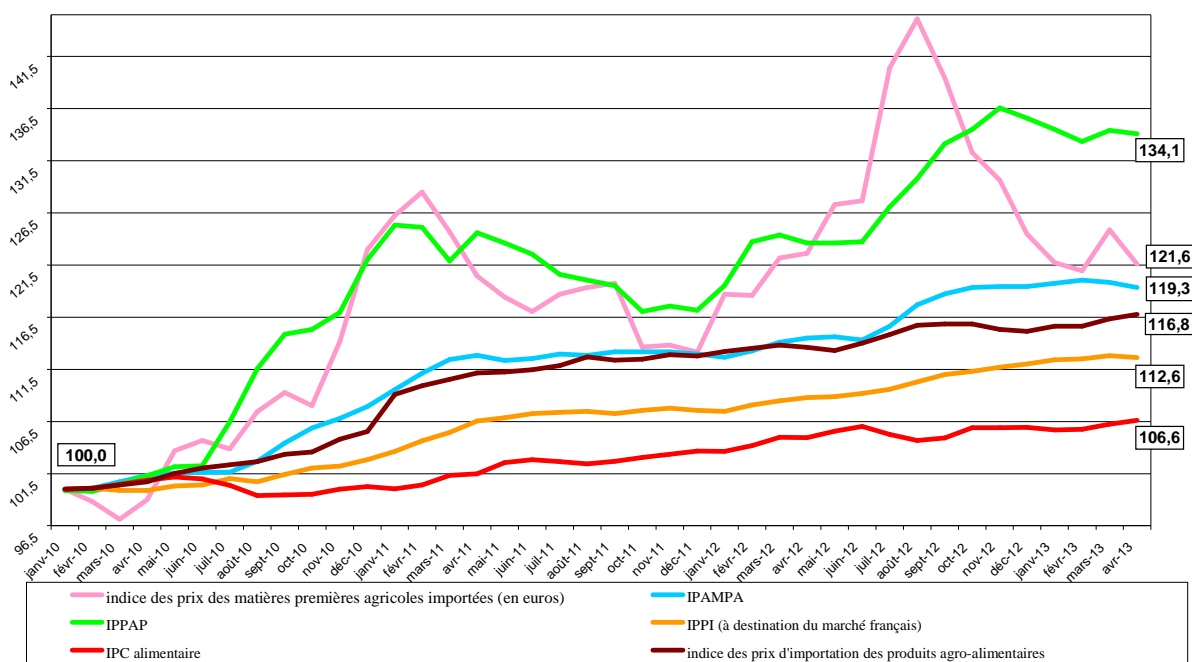
Les prix à la consommation des produits alimentaires en France sont le stade final d'un processus qui comprend plusieurs étapes au sein de la chaîne de production et de distribution. En premier lieu, on peut mentionner les prix d'achat des moyens de production agricole. L'Insee publie mensuellement l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (**IPAMPA**, base 100 en 2010) qui suit l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans leur activité agricole.

Les prix agricoles à la production sont l'échelon suivant de la chaîne de production et sont mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production (**IPPAP**) de l'Insee (base 100 en 2010). Pour les produits transformés, l'étape suivante est celle des prix à la production de l'industrie agroalimentaire. L'Insee publie mensuellement l'indice de prix de production de l'industrie française (**IPPI**, base 100 en 2010) à destination du marché français, ainsi que les prix d'importation des produits industriels. Enfin, les prix alimentaires à la consommation sont mesurés par l'indice des prix à la consommation (**IPC**) de l'Insee (base 100 en 1998).



⁷ Cours de l'euro par rapport au dollar US, moyenne mensuelle, Insee.

Evolution des indices de prix de la filière agro-alimentaire, (base 100 en janvier 2010), 2010-2013



Source : Insee, mai 2013, calculs DGCCRF, mai 2013

Analyse de l'évolution des indices de prix de la filière agro-alimentaire :

Depuis 2010 et jusqu'au début 2012, on observe une corrélation significative entre l'évolution des prix des matières premières agricoles importées et celle des prix agricoles à la production (IPPAP), ce qui paraît cohérent avec l'évolution de la politique agricole commune (PAC) depuis les années 2000 (abandon progressif par Bruxelles de l'encadrement des marchés agricoles).

Toutefois, entre mars et août 2012, on a pu constater un décrochage des prix agricoles à la production, dont la croissance était inférieure à celle des prix des matières premières importées. Durant l'été 2012, la progression importante de ces derniers, et particulièrement des cours des céréales et des oléagineux, a eu pour conséquence une augmentation sensible des prix des moyens de production agricole (IPAMPA), par l'intermédiaire de la hausse des coûts de l'alimentation animale (composée principalement de céréales et d'oléagineux).

Depuis le mois d'octobre 2012, la tendance s'est inversée et l'évolution des prix agricoles à la production dépasse celle des prix des matières premières agricoles importées. Les prix des matières premières agricoles importées ont chuté de manière importante depuis cette date jusqu'en février 2013. En avril 2013, les prix agricoles à la production ont connu une baisse de 0,3% sur un mois, alors que les prix des matières premières agricoles importées diminuaient de 2,6% sur un mois, en euros.

En outre, on peut observer que, sur longue période (2010-2013), la croissance des prix alimentaires à la consommation est moindre que celles des prix agricoles à la production nationale et des prix de l'industrie agro-alimentaire nationale comme étrangère. A ce sujet, il convient de rappeler que l'indice des prix alimentaires à la consommation intègre les prix des produits importés, bruts ou transformés, consommés par les ménages français. Par ailleurs, cet indice reflète également la manière dont la distribution répercute les hausses de prix agricoles, soit par une compression de ses marges soit par un effort de productivité. Enfin, cet indice intègre d'autres coûts (main d'œuvre, énergie, taxes et impôts, frais généraux et administratifs) dont les évolutions sont contrastées.

Ces comparaisons d'indices de prix ne permettent cependant pas de comparer les marges en niveau de chacun des acteurs de la filière agricole et alimentaire, amont et aval.

a) Évolution des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), avril 2013 :

	poids	Variation en % sur		
		un mois	3 mois	un an
Indice général	1000	-0,4	-0,4	4,2
Biens de consommation courante	755	-0,5	-0,6	4,8
Énergie (1)	102	-2,9	-3,0	-5,1
Semences	67	0,0	1,2	4,6
Engrais et amendements	100	-0,1	0,3	0,3
Produits de protection des cultures	83	0,6	1,5	1,3
Aliments des animaux	211	-0,7	-1,9	15,2
Produits et services vétérinaires	50	0,3	0,7	2,4
Petit matériel et outillage	16	0,4	0,7	3,3
Entretien et réparation de matériel	73	0,1	0,6	3,5
Entretien et réparation des bâtiments	9	0,0	0,0	1,1
Frais généraux	52	0,1	0,2	1,8
Biens d'investissement	245	-0,1	0,5	2,1
Matériel	193	-0,1	0,6	2,7
<i>dont tracteurs</i>	82	-0,7	0,0	2,2
<i>matériel et machines de culture</i>	37	0,0	1,8	4,0
<i>matériel et machines de récolte</i>	43	0,7	0,9	3,1
<i>véhicules utilitaires</i>	19	0,1	0,1	0,2
Ouvrages	52	0,0	0,0	0,1

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), mai 2013

En avril 2013, les prix d'achat des moyens de production agricole diminuent de 0,4% sur un mois et augmentent de 4,2% sur un an.

Le prix des **biens de consommation courante** est en baisse de 0,5% sur un mois et en hausse de 4,8% sur un an. Le prix des **aliments des animaux** poursuit sa diminution sur un mois (-0,7%) mais demeure en nette hausse sur un an (+15,2%).

Le prix de l'**énergie** diminue de 2,9% sur un mois (-5,1% sur un an), notamment en raison de la baisse des prix du pétrole au mois d'avril 2013 (diminution de 6,1% des cours internationaux du baril de pétrole brut en euros, sur un mois)⁸.

Le prix des **engrais et amendements** est en baisse sur un mois (-0,1%) et en hausse sur un an (+0,3%). Le prix des **semences** est stable sur un mois et en hausse de 4,6% sur un an. Quasiment aussi stable sur un mois (+0,1%), le prix de l'**entretien et la réparation de matériel** augmente de manière sensible sur un an (+3,5%), tout comme les **produits et services vétérinaires** (+2,4% sur un an, +0,3% sur un mois).

Le prix des **biens d'investissement** est en diminution de 0,1% sur un mois (+2,1% sur un an), en raison de la baisse des prix du **matériel** (-0,1% sur un mois) et notamment du prix des **tracteurs** (-0,7% sur un mois) qui contrebalance la hausse du prix du **matériel et machines de récolte** (+0,7% sur un mois).

b) Évolution des prix des produits agricoles à la production en France (IPPAP), avril 2013 :

En données corrigées des variations saisonnières (CVS), **les prix agricoles à la production sont en baisse de 0,3% en avril 2013 par rapport au mois de mars 2013.**

Sur un an, les prix agricoles à la production augmentent sensiblement de 8,6%.

⁸ Cf. Observatoire des prix et des marges, filière pétrole, avril 2013, DGCCRF, <http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/concurrence/Observatoire-des-prix-et-des-marges>.

	poids	Variation en % sur		
		un mois CVS	3 mois CVS	un an brut
Indice général	1000	-0,3	-0,3	8,6
sauf fruits et légumes	907	0,4	-0,6	8,4
Produits végétaux (sauf fruits et légumes)	500	0,5	-1,0	13,1
Céréales	190	-0,2	-5,0	10,0
<i>dont blé tendre</i>	113	0,9	-3,0	16,1
<i>maïs</i>	42	-3,0	-8,3	2,9
Pommes de terre	26	///	///	133,8
Vins	171	0,7	2,0	11,8
<i>de qualité</i>	134	0,6	2,3	10,9
<i>autres vins</i>	36	0,9	1,0	14,8
Oléagineux	49	-1,5	-1,2	-3,8
Produits de l'horticulture	31	-5,6	-1,9	0,9
Autres produits végétaux	34	-1,3	-2,3	4,9
Légumes et fruits (1)	93	///	///	9,7
dont légumes frais	51	///	///	15,2
fruits frais	34	///	///	4,8
Productions animales	407	0,2	0,1	2,5
Animaux	244	0,6	1,1	9,4
<i>dont gros bovins</i>	96	0,4	3,3	11,3
<i>veaux</i>	26	-0,3	1,5	5,6
<i>porcins</i>	54	1,7	-2,3	6,7
<i>ovins</i>	10	3,2	4,8	5,0
<i>volailles</i>	54	0,2	-0,1	11,7
<i>dont poulets</i>	28	0,2	0,2	12,9
Lait	148	0,0	1,9	-0,5
<i>dont lait de vache(2)</i>	138	0,0	2,1	-0,7
Œufs	15	-6,4	-26,0	-47,4

(1) En raison de leurs profils saisonniers très marqués, les évolutions mensuelles et trimestrielles des prix des pommes de terre et des légumes et fruits ne sont pas mesurées. Ces variations de prix doivent être interprétées en glissement annuel.

(2) Le prix CVS du lait de vache a été reconduit en avril par rapport à mars.

Sources : Insee – SSP (ministère chargé de l'Agriculture), mai 2013

En avril 2013, le prix à la production des **céréales** est en baisse de 0,2% sur un mois et de 5,0% sur trois mois. Il demeure orienté à la hausse un an (+10,0%). Le prix à la production du **blé tendre** augmente de 0,9% sur un mois et est en baisse de 3,0% sur trois mois. Il est en hausse de 16,1% sur un an. A l'image de son cours mondial, le prix à la production du **maïs** en France est orienté à la baisse sur un mois (-3,0%) et sur trois mois (-8,3%), en raison de prévisions de récoltes abondantes. Sur un an, il demeure orienté à la hausse (+2,9%).

Le prix à la production des **oléagineux** diminue de 1,5% sur un mois (-3,8% sur un an).

Le prix à la production de la **pomme de terre** continue de progresser de manière importante (+133,8% sur un an), sous l'effet de la faiblesse de l'offre dans le nord de l'Europe.

Le prix à la production des **fruits frais** augmente de 4,8% sur un an, en raison notamment de la hausse du prix à la production des pommes de 31% par rapport à la moyenne de la période 2008-2012⁹, conséquence d'une offre insuffisante. Le prix à la production des **légumes frais** augmente sensiblement sur un an (+15,2%). La faible offre de choux-fleurs et de tomates a notamment eu un effet haussier sur les prix.

Les prix à la production des **productions animales** augmentent de 0,2% en avril 2013 par rapport au mois de mars 2013 et de 2,5% par rapport au mois d'avril 2012. Les prix à la production des **gros bovins** sont en hausse de 0,4% sur un mois et de 11,3% sur un an, en raison d'une offre limitée. En avril 2013, le prix à la

⁹ Cf. Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Agreste Conjoncture, Fruits, n° 1/6, juin 2013.

production des **porcins** est en hausse de 1,7% sur un mois. Il diminue de 2,3% sur trois mois, et progresse de 6,7% sur un an. Le prix à la production des **volailles** augmente sur un mois (+0,2%) et sur un an (+11,7%).

Le prix à la production du **lait** est stable sur un mois et en hausse sur trois mois (+1,9%). Sur un an, il est en baisse de 0,5%. Le prix à la production des **œufs** baisse sensiblement, en raison d'une hausse de la production : -6,4% sur un mois, -26,0% sur trois mois et -47,4% sur un an. Les investissements nécessités par les nouvelles normes européennes sur les cages à poules semblent avoir été amortis et l'offre se reconstitue progressivement depuis le second semestre de l'année 2012¹⁰.

c) Évolution des prix de l'industrie agroalimentaire (IPPI), avril 2013 :

Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac :

	Variation en % sur	
	un mois	un an
Prix de production de l'industrie française, à destination du marché français	-0,2	3,5
Prix d'importation des produits industriels	0,3	2,8

Source : Insee, mai 2013

En avril 2013, les prix des denrées alimentaires produites en France (et à destination du marché français) sont en baisse de 0,2% sur un mois. Ils augmentent de 3,5% sur un an. Les prix des industries de la viande et des produits à base de viande sont en hausse de 0,6% sur un mois. Les prix des industries de fabrication de produits laitiers diminuent de 1,0% en avril 2013 par rapport au mois précédent. Les prix des industries de fabrication des produits à base de fruits et légumes sont en baisse de 0,1% sur un mois.

Les prix d'importation des denrées alimentaires augmentent de 0,3% sur un mois. Ils sont en hausse de 2,8% sur un an. Les prix d'importation de la viande et des produits à base de viande sont en hausse de 2,2% par rapport à mars 2013, alors que les prix d'importation des produits à base de fruits et légumes diminuent de 0,6%.

d) Évolution des prix alimentaires à la consommation en France (IPC), avril 2013 :

	Variation en % sur		
	un mois	3 mois	un an
ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES	-0,1	0,9	0,7
PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISEES	0,3	0,8	1,6
PRODUITS ALIMENTAIRES	0,4	1,0	1,8
Pain et céréales	0,1	-0,1	0,7
Viande	0,1	0,6	3,1
Poissons et crustacés	1,3	-0,5	1,8
Lait, fromage et œufs	-0,3	-0,6	-1,4
Huiles et graisses	0,2	-0,1	-0,3
Fruits	-0,2	6,2	7,7
Légumes	2,6	5,2	3,3
Sucre, confiture, chocolat, confiserie et glaces	0,1	0,1	0,2
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a.	-0,3	-0,7	-0,7
BOISSONS NON ALCOOLISEES	0,1	-0,1	-0,4
Café, thé et cacao	-0,1	-0,3	-0,5
Autres boissons non alcoolisées	0,2	0,0	-0,4
BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC	0,1	0,5	5,4
BOISSONS ALCOOLISEES	0,1	1,1	3,3
Vins, cidres et champagnes	0,1	0,9	2,1
Bières	0,1	4,4	12,6
TABAC	0,1	0,1	7,0

Source : Insee, mai 2013

¹⁰ Cf. Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Agreste Conjoncture, Aviculture, n° 6/11, juin 2013.

En avril 2013, les prix des produits alimentaires (y compris les boissons non alcoolisées) augmentent de 0,3% par rapport à mars 2013, alors que les prix de l'ensemble des biens et services baissent de 0,1% sur un mois. La hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées est de 1,6% sur un an, à comparer avec une inflation globale de 0,7% sur un an.

Les prix des **produits frais** sont en hausse de 2,2% sur un mois (+6,3% sur un an). **Hors produits frais**, les prix des produits alimentaires sont stables sur un mois (+1,1% sur un an).

Sur un mois, les prix des **légumes frais** sont en hausse de 4,0% (+5,2% sur un an). Ceux des **fruits frais** diminuent de 0,2% sur un mois (+8,4% sur un an).

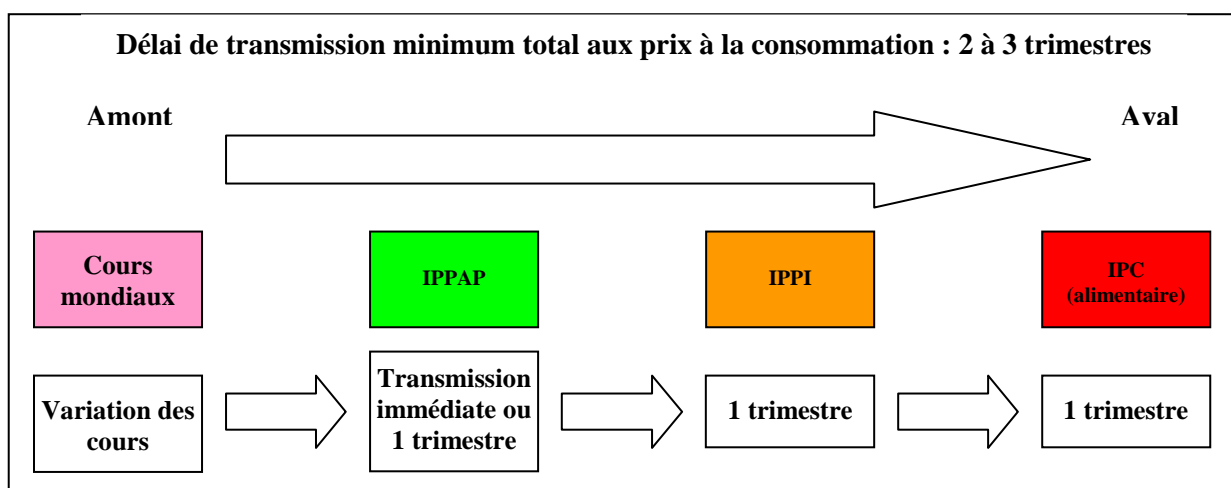
Le prix des **viandes** est en hausse de 0,1% sur un mois et de 3,1% sur un an. Les prix des « **huiles et graisses** » sont en hausse de 0,2% sur un mois et en baisse de 0,3% sur un an. Ceux du groupe « **lait, fromages et œufs** » sont en diminution de 0,3% sur un mois et de 1,4% sur un an.

Les prix des **boissons non alcoolisées** sont en hausse de 0,1% sur un mois et en baisse de 0,4% sur un an. Les prix des **boissons alcoolisées** sont en hausse de 0,1% sur un mois et de 3,3% sur un an, notamment en raison de l'augmentation des droits indirects au 1^{er} janvier 2013. La hausse est particulièrement importante pour les prix des bières sur un an, mais a tendance à s'amenuiser sur un mois, du fait de l'amortissement progressif de la hausse des droits indirects : +0,1% sur un mois, +4,4% sur trois mois et +12,6% sur un an.

4) Évolution prévisible des prix des produits alimentaires en France

La transmission des hausses des cours mondiaux des matières premières agricoles aux prix à la consommation de l'alimentation (et inversement des baisses) subit, selon l'Insee¹¹, un décalage total de deux à trois trimestres, le long de la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, la hausse des prix des matières premières se diffuse très rapidement, en moins d'un trimestre, aux prix de production agricoles. Cette hausse des prix agricoles se transmet ensuite au bout d'un trimestre supplémentaire aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire. Elle se diffuse encore un trimestre plus tard aux prix à la consommation de l'alimentation.

D'après la note de conjoncture de l'Insee de mars 2013, **le glissement annuel des prix des produits alimentaires serait de 1,4% en juin 2013.** Dans le détail, le glissement annuel des prix des produits alimentaires hors produits frais (représentant environ 87% des produits alimentaires, selon la pondération de l'IPC en 2012) s'élèverait à 1,6% en juin 2013. Celui des prix des produits frais (environ 13% des produits alimentaires selon la pondération de l'IPC) serait de 0,7% en juin 2013.



Source : Insee

¹¹ Cf. Notes de conjoncture de l'Insee de décembre 2007 (pages 94 et 95) et de décembre 2010 (pages 68 et 69).

Annexe 1 : Éléments d'analyse générale

Cours mondiaux des matières premières agricoles

Les cours mondiaux des matières premières agricoles ont une influence directe sur l'économie de la filière agro-alimentaire en France. En effet, de nombreux produits alimentaires sont importés sur le marché français (par exemple, le cacao, le café, etc.). En outre, suite aux réformes successives de la Politique Agricole Commune (PAC), les marchés agricoles européens (céréales, produits laitiers, viande) sont pratiquement alignés sur les cours mondiaux : la disparition des dernières mesures de gestion des marchés (quotas laitiers et sucriers) pourrait être effective dès 2015, selon les propositions de la Commission européenne.

Les cours des matières premières ont connu depuis 2008 de fortes fluctuations et sont influencés par la spéculation, dont on connaît mal les effets réels¹². Pour s'en prémunir, les États-Unis ont adopté en 2010 le Dodd-Frank Act qui a pour ambition de prévenir la spéculation excessive et de limiter les risques de crise systémique en édictant de nouvelles règles, notamment sur les marchés à terme de produits agricoles (blé, maïs, graines et huile de soja...).

Situation de l'offre

Marchés à terme et dérivés :

Du côté de l'offre, les producteurs se prémunissent contre la baisse des cours par les marchés à terme et dérivés.

Sur le long terme :

Des prix attractifs incitent les producteurs à accroître les surfaces cultivées et ont donc un impact sur le niveau de l'offre, à plus longue échéance. De même, pour les productions concernées par la hausse de la demande issue des pays émergents, l'offre et le niveau des cours dépendent à long terme de la capacité des pays producteurs à augmenter leur production.

La demande anticipée par les producteurs et leur capacité à investir sont également des déterminants de l'offre et des prix à long terme.

En outre, l'offre et les prix dépendent des choix de politique énergétique et de politique alimentaire des États. Les céréales et les oléagineux ont ainsi trois utilisations différentes : la consommation humaine, l'alimentation animale et la fabrication de biocarburants (éthanol à base de maïs aux États-Unis, biodiésel à base de colza en Europe, etc.). Entre les périodes 1997-2001 et 2007-2011, la consommation de maïs a connu une augmentation de 37%, due principalement au développement des usages industriels (filiale éthanol) et des utilisations dans l'alimentation animale. Cette dernière représente aujourd'hui le premier poste de consommation du maïs, au niveau mondial.

Concernant l'usage industriel, les États-Unis se sont fixés des objectifs de consommation d'énergie renouvelable à long terme qui nécessite la production de bioéthanol, au détriment de productions destinées à l'alimentation animale et humaine. Ces usages concurrents ne sont pas forcément incompatibles : les drêches (résidus de céréales issus de la fabrication du bioéthanol) constituent par exemple un aliment de plus en plus utilisé pour nourrir les animaux (principalement les bovins, les porcs et les volailles).

Enfin, à long terme, le réchauffement climatique pourrait avoir des effets négatifs ou incertains sur la production de matières premières agricoles, notamment en déplaçant les zones de production. Ainsi, d'ici à 2050, l'augmentation des températures moyennes pourrait entraîner une diminution importante de la production de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana (ces deux pays représentent actuellement plus de la moitié de la production mondiale). Dans certaines régions du monde, la diminution des réserves hydriques, liée au réchauffement climatique ou à la surexploitation des ressources disponibles, pourrait avoir à long terme de graves conséquences sur la production de matières premières agricoles.

¹² Cf. DGCCRF éco n° 12, « La volatilité des marchés mondiaux des matières premières agricoles et l'évolution des prix à la consommation de l'alimentation en France », mars 2013, <http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/publications/economiques/dgccrf-eco>.

Sur le court terme :

Les prix des matières premières agricoles réagissent de manière très forte aux conditions météorologiques (ce que les experts nomment « weather market », en anglais). Les récoltes sont en effet déterminées à la fois par les surfaces plantées et par les rendements qui dépendent eux-mêmes des conditions météorologiques.

Ainsi, les États-Unis, l'Ukraine et la Russie, importants exportateurs de céréales (blé, maïs) et d'oléagineux (pour les États-Unis) au niveau mondial, ont été confrontés durant l'été 2012 à de graves problèmes de sécheresse, ce qui a entraîné une importante augmentation des cours mondiaux. Depuis le mois de septembre 2012, la situation s'est détendue, notamment en raison de l'amélioration des prévisions de récoltes. Les cours se maintiennent toutefois à des niveaux élevés, ce qui pourrait avoir des conséquences importantes en termes de sous-nutrition et de malnutrition dans les pays en voie de développement, selon la Banque mondiale¹³.

Un autre facteur déterminant est le niveau présent et le niveau souhaité de stocks des différents pays. Ainsi, suite à une mauvaise récolte, la Russie avait imposé en 2010 un embargo sur ses exportations de céréales, afin de conserver des stocks suffisants et de contenir l'envolée des prix sur le marché intérieur. Cette mesure avait contribué à la flambée des cours du blé de la fin de l'année 2010 et du début de l'année 2011.

Dans le cadre du **G20**, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) a été mis en place, afin d'augmenter la transparence sur les marchés et d'éviter les mesures unilatérales (embargo sur les exportations, importations massives pour augmenter les stocks, etc.).

Situation de la demande

Marchés à terme et dérivés :

Du côté de la demande, les industriels, sociétés de négoce et acteurs financiers se prémunissent par les marchés à terme et dérivés contre la hausse des cours.

Sur le long terme :

L'appréciation des cours sur le long terme est due notamment à la hausse tendancielle de la demande alimentaire des pays émergents, dont la consommation des ménages tend à rejoindre les mêmes standards que les pays industrialisés. Cet accroissement s'explique par la démographie de ces pays (croissance de la population, exode rural) et par la hausse du pouvoir d'achat de la population (hausse de la demande de produits alimentaires de plus en plus élaborés). Ainsi, en Chine, l'apport calorique moyen par habitant a sensiblement augmenté (de 2050 calories par personne et par jour au milieu des années 1970 à plus de 3000 calories en 2012) et la consommation de viande par habitant a été multipliée par quatre entre 1980 et 2012, passant de 14,6 kg à 58,2 kg par an¹⁴.

La capacité à payer les importations de nourritures (solvabilité des pays importateurs) est également un facteur déterminant de la demande au niveau mondial.

Dans leur rapport conjoint sur les perspectives agricoles pour la période 2012-2021, la **FAO et l'OCDE** considèrent qu'il faudra augmenter la production agricole de 60%, afin de nourrir une population mondiale estimée à 9,1 milliards d'individus en 2050. Cette hausse de la production agricole devra être assurée principalement par une hausse de la productivité, car la possibilité d'accroître les surfaces cultivées est limitée (la superficie cultivable totale devrait augmenter de moins de 5% d'ici à 2050).

L'augmentation de la demande mondiale en carburants (la production des biocarburants se substituant ou s'additionnant aux produits pétroliers) des entreprises et des ménages, en particulier dans les pays émergents, est également un facteur d'accroissement des prix des produits agricoles car le secteur des biocarburants absorbe aujourd'hui une partie de la production agricole et accapare une partie des terres réservées aux cultures vivrières.

Les tensions sur les prix agricoles devraient être aussi renforcées par l'évolution de la demande et du cours du pétrole, qui influent à la fois sur la demande de biocarburants et sur les coûts de production.

¹³ Cf. Rapport « Food price watch », Banque mondiale, mars 2013, <http://www.banquemondiale.org/themes/crise-alimentaire/rapport/mars-2013.html>.

¹⁴ Cf. FranceAgrimer, Grandes Cultures, n°8, février 2013, « Trajectoire agricole de la Chine, Dynamique des grandes cultures de 1950 à aujourd'hui ».

Sur le court terme :

A court terme, la demande peut être influencée par la conjoncture économique et les anticipations des agents sur la situation économique. Le cours des matières premières agricoles peut en effet se replier non pas seulement sous l'influence de facteurs strictement agricoles, mais en raison de la situation économique mondiale et de la baisse des revenus des agents économiques. En temps de crise, les acheteurs (industriels, consommateurs), touchés par une perte de revenu, peuvent réviser à la baisse leurs achats physiques. En outre, les spéculateurs peuvent être amenés à se tourner vers d'autres matières premières ou d'autres marchés financiers, s'ils anticipent une baisse de la demande et donc des prix.

Dans le contexte actuel de récession en zone euro, la demande des pays de la zone est susceptible d'être déprimée tout au long de l'année 2013.

Prévisions de croissance du PIB (Fonds Monétaire International) :

	2011	2012	2013 (prévision)	2014 (prévision)
Monde	4,0%	3,2%	3,3%	4,0%
Zone euro	1,4%	-0,6%	-0,3%	1,1%
Chine	9,3%	7,8%	8,0%	8,2%

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2013

Du fait de l'importance de la part de la consommation alimentaire de la Chine dans la consommation mondiale (la population chinoise représente un peu moins de 20% de la population mondiale et consommait, en 2010, 28% de la viande produite dans le monde, selon la FAO), les fluctuations de la demande chinoise sont aussi susceptibles d'exercer une influence significative sur la demande mondiale et donc sur les prix à court terme, comme ce fut le cas en 2007-2008. La Chine est par exemple un acteur essentiel du marché mondial des graines de soja, au point de représenter à elle seule presque les deux tiers des volumes de soja échangés dans le monde.

Enfin, l'évolution de la parité euro/dollar a aussi un rôle sur la demande de la zone euro (en renchérissant ou en rendant meilleur marché le coût des matières premières importées) et sur la demande extérieure.

Production agricole nationale

L'offre et les prix de la production agricole nationale dépendent tout d'abord de l'évolution du cours mondial des matières premières : c'est le cas notamment pour les producteurs de viande qui sont tributaires des coûts de l'alimentation animale (céréales, oléagineux...). Le poids de ces coûts d'alimentation animale représente 21,1% de la pondération de l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) de l'Insee. En avril 2013, le coût des aliments pour animaux a baissé de 0,7% sur un mois (-1,9% sur trois mois et +15,2% sur un an).

D'autres facteurs expliquent l'évolution des prix agricoles à la production, notamment les variations des coûts de l'énergie, des engrais et semences, de la main d'œuvre et du matériel agricole. Ainsi, en avril 2013, le coût de l'énergie (représentant 10,2% de la pondération de l'IPAMPA) est en baisse de 2,9% sur un mois (-5,1% sur un an).

Enfin, par leurs achats et les conditions qu'elles mettent à ceux-ci, les industries agroalimentaires et la grande distribution ont aussi un rôle important dans la formation des prix agricoles.

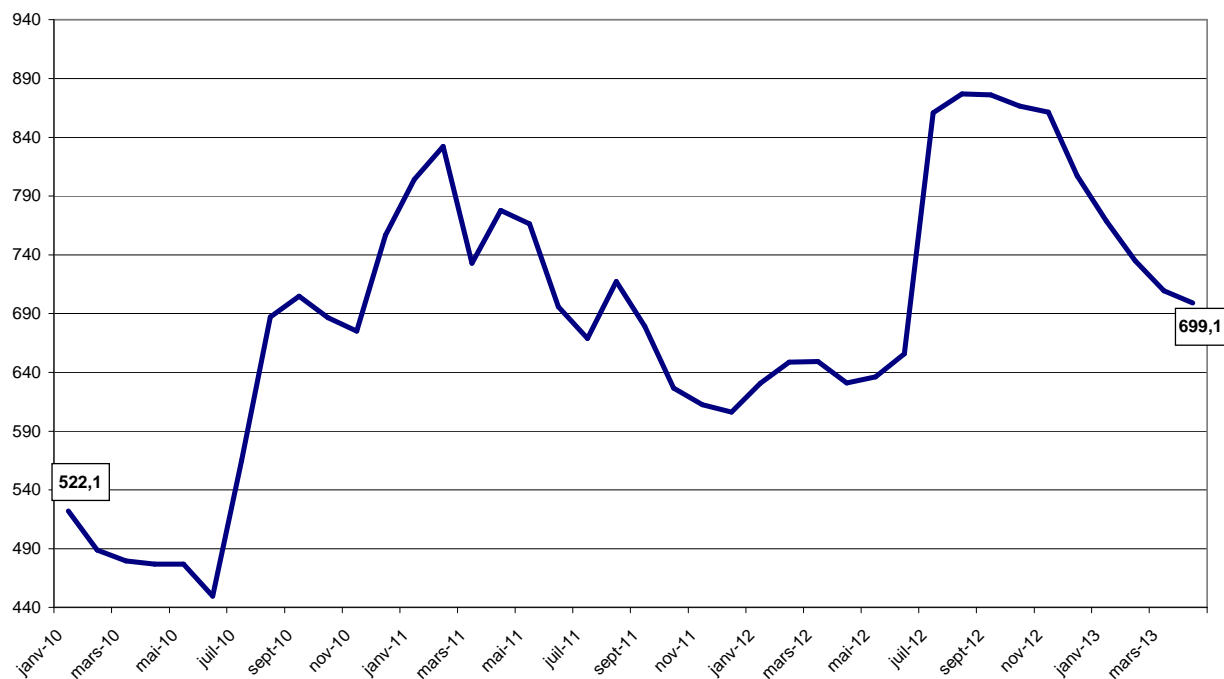
Prix alimentaires à la consommation

Selon l'Insee, la hausse importante des cours mondiaux des matières premières agricoles observée durant l'été 2012 devrait continuer à se répercuter sur les prix alimentaires à la consommation durant le premier semestre 2013.

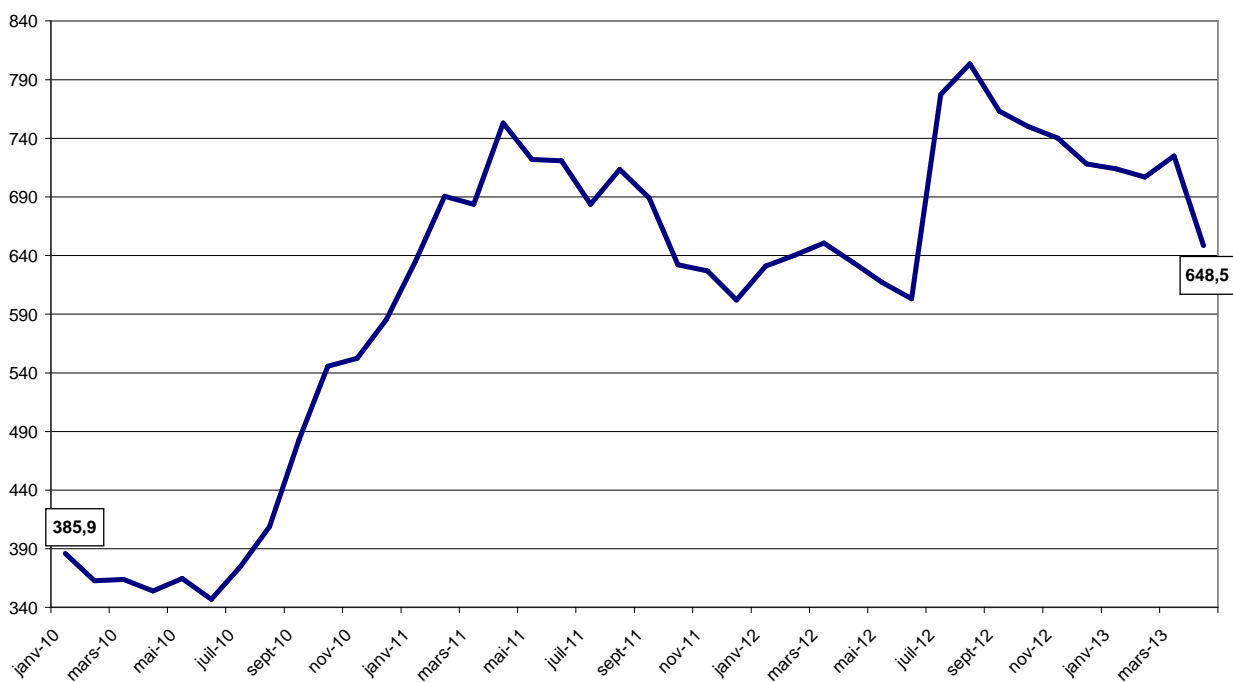
Cependant, la hausse des cours des matières premières agricoles n'a pas un impact identique sur tous les produits. Par exemple, le coût du blé représente environ 50 à 75% du prix de revient des pâtes alimentaires : si la baisse du cours de cette matière première au mois d'avril 2013 (-1,5% sur un mois, à Chicago) était répercutée intégralement sur le prix au détail, cela pourrait entraîner une diminution du prix des pâtes alimentaires comprise entre 0,8 et 1,1%. Dans d'autres secteurs, l'impact est plus diffus : plus les produits sont transformés et moins les matières premières pèsent sur les prix.

Annexe 2 : Graphiques d'évolution des cours par matière première

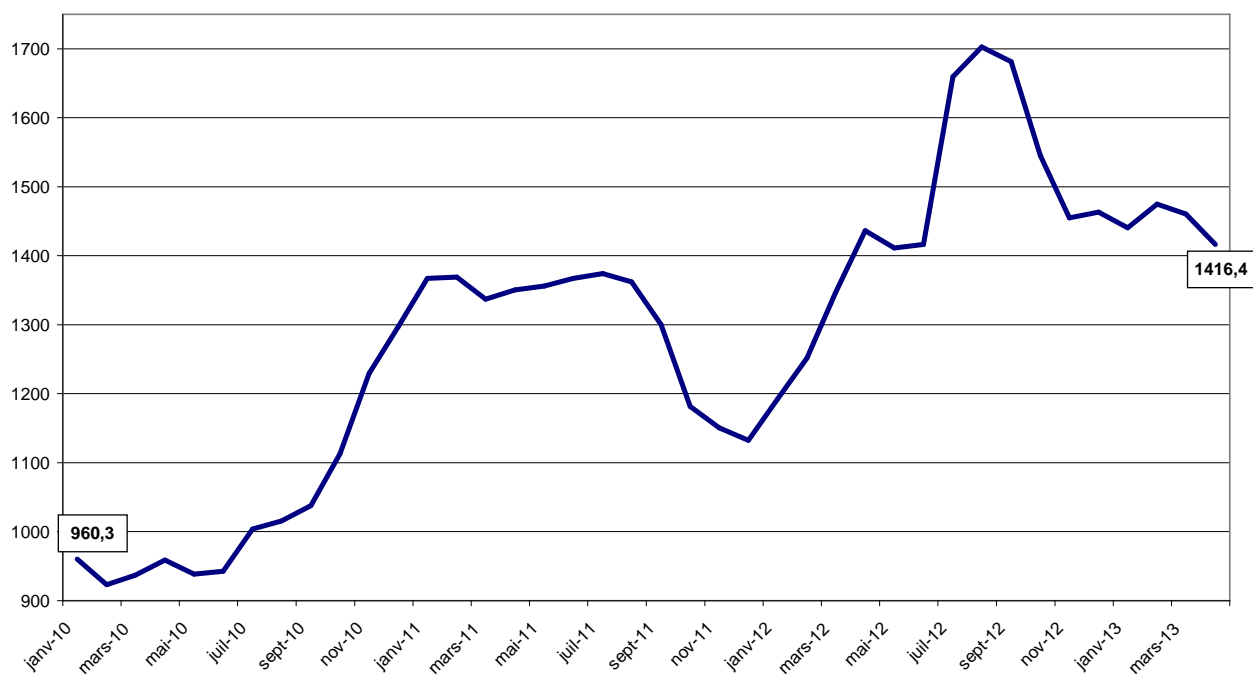
Cours du blé (Chicago), prix en Cents US par boisseau de 60 livres



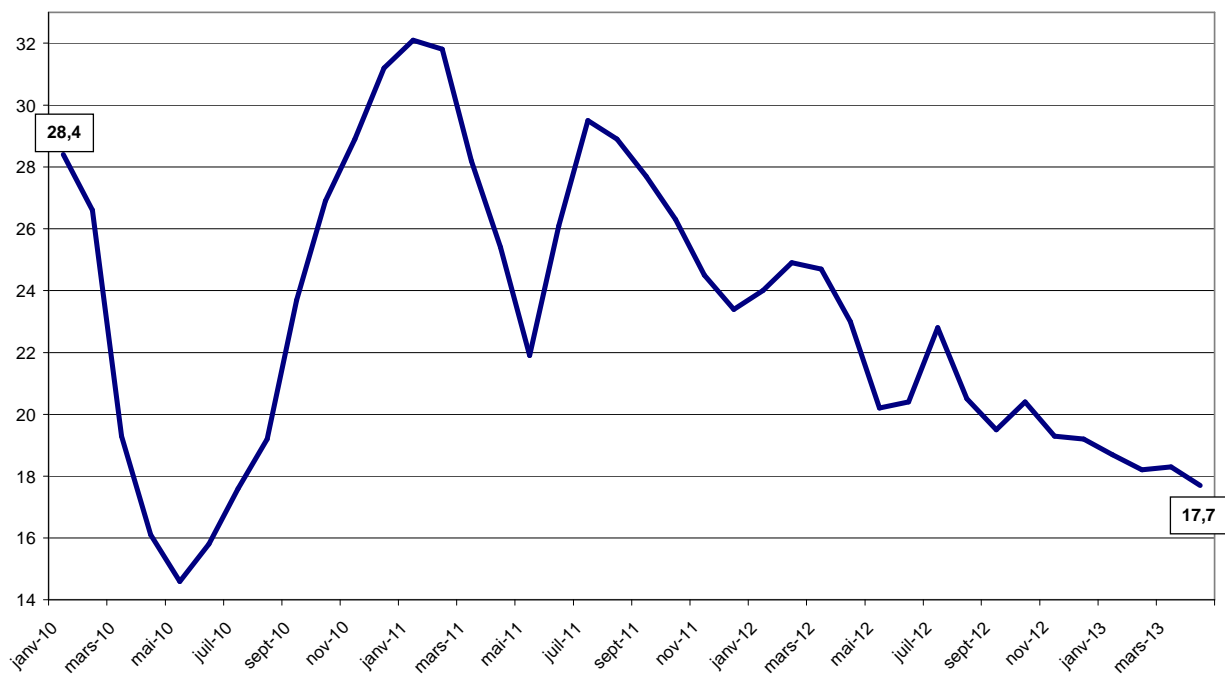
Cours du maïs (Chicago), prix en Cents US par boisseau de 56 livres



Cours des graines de soja, prix en Cents US par boisseau de 60 livres



Cours du sucre (New York), prix en Cents US par livre



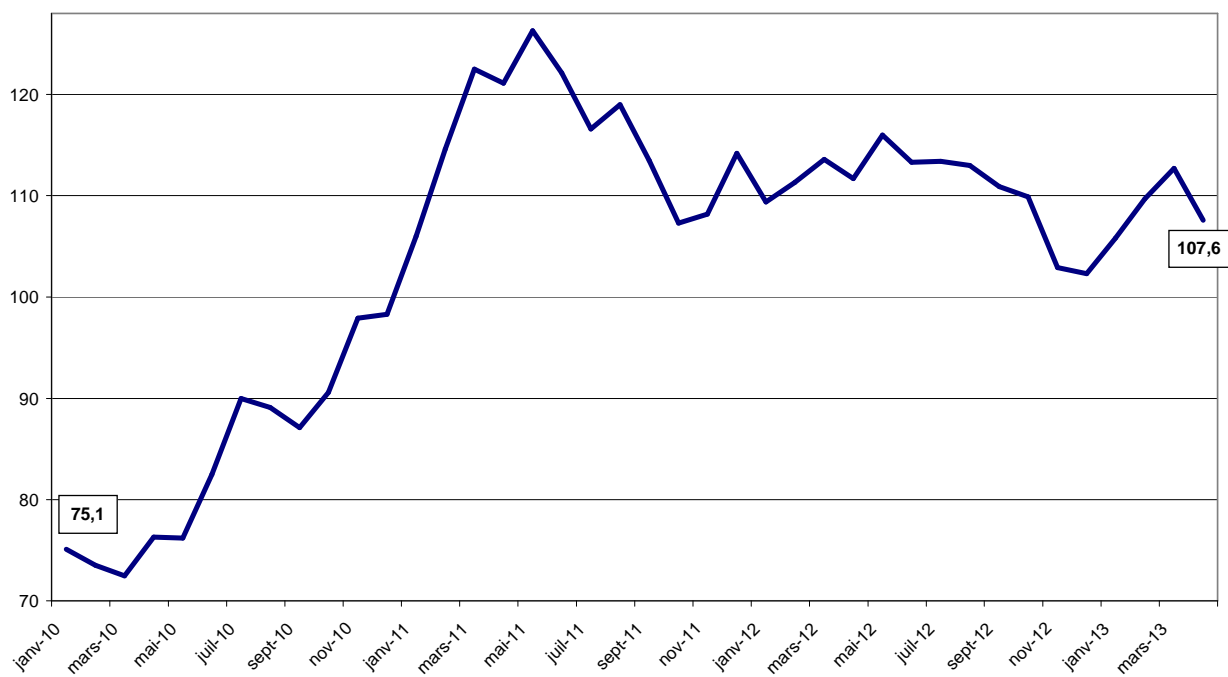
Cours du cacao (New York), prix en Dollars US par tonne



Cours du café arabica (New York), prix en Cents US par 0,45 Kg



Cours du café robusta (New York), prix en Cents US par livre



Source : Insee, mai 2013